

Dominic Pelletier

La

NAISSANCE

d'une

NATION



© Tous droits réservés Dominic Pelletier et le CANIF,
le Centre d'animation de français du cégep du Vieux Montréal

Dépôt légal : juin 2005. Bibliothèque nationale du Québec et Bibliothèque nationale du Canada.

La collection MINI ouvre ses pages aux étudiants du cégep du Vieux Montréal qui souhaitent publier une première oeuvre dans les domaines de la bande dessinée ou du récit illustré.

Renseignements: (514) 982-3437, poste 2164

(Communication CVM/mai-05)(23280)

Canif

 Cégep du
Vieux Montréal

LA F  **NDATION**
du cégep du Vieux Montréal

Montréal, mai 2005, quelques semaines après l'avortement du plus grand mouvement étudiant de l'histoire du Québec.

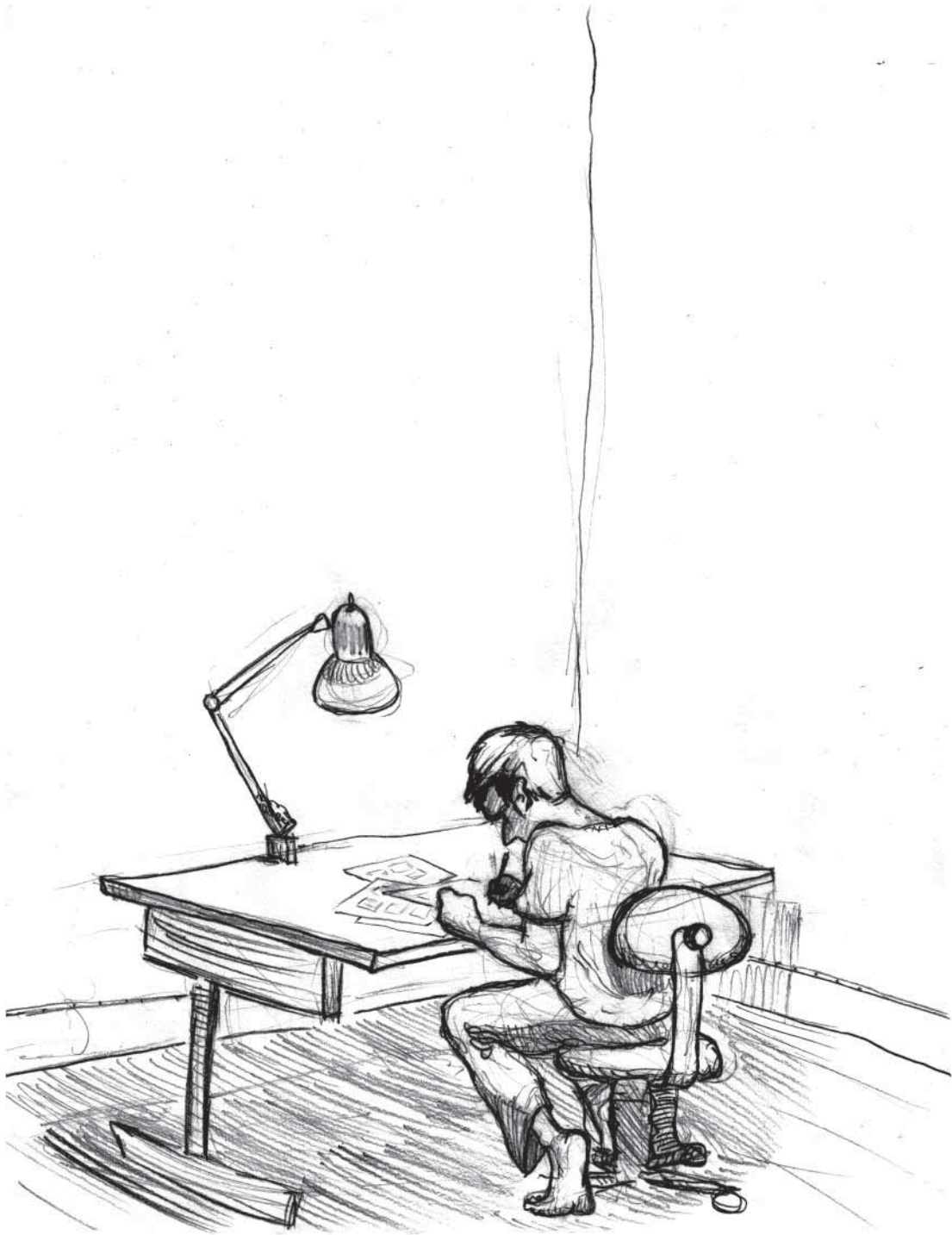


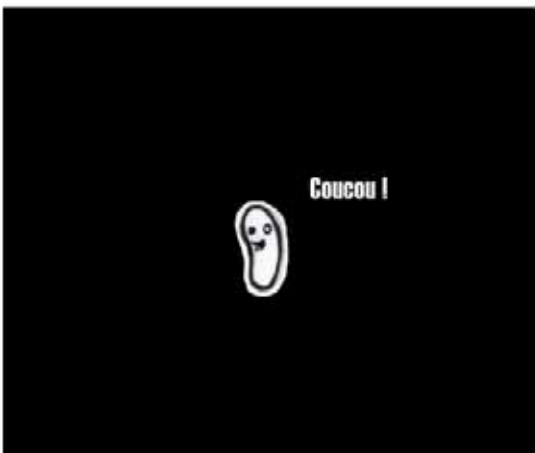
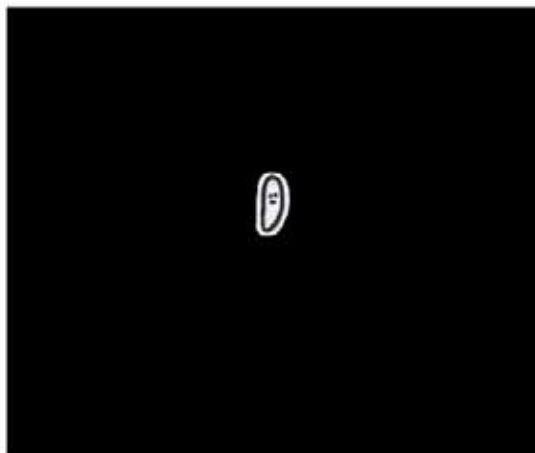
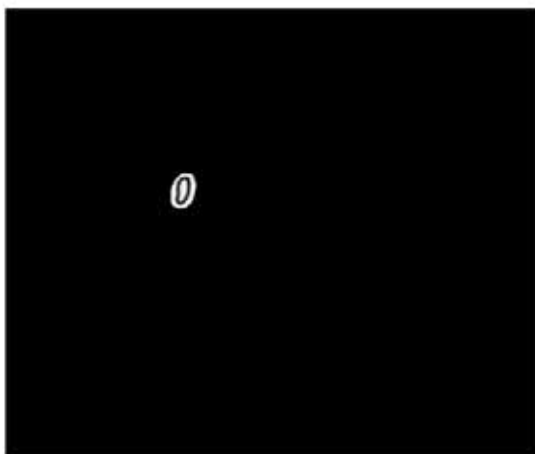
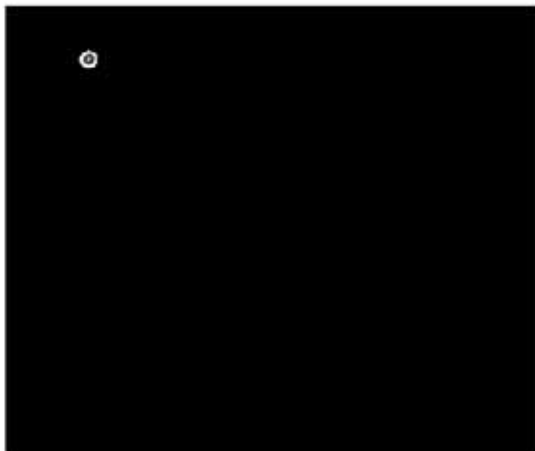
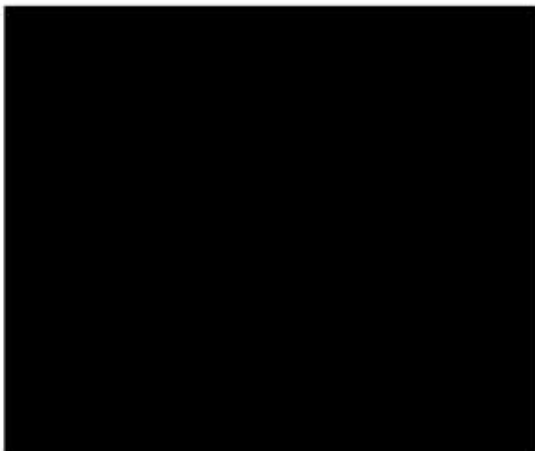
Je ne prends plus mon vélo depuis que je travaille le matin...



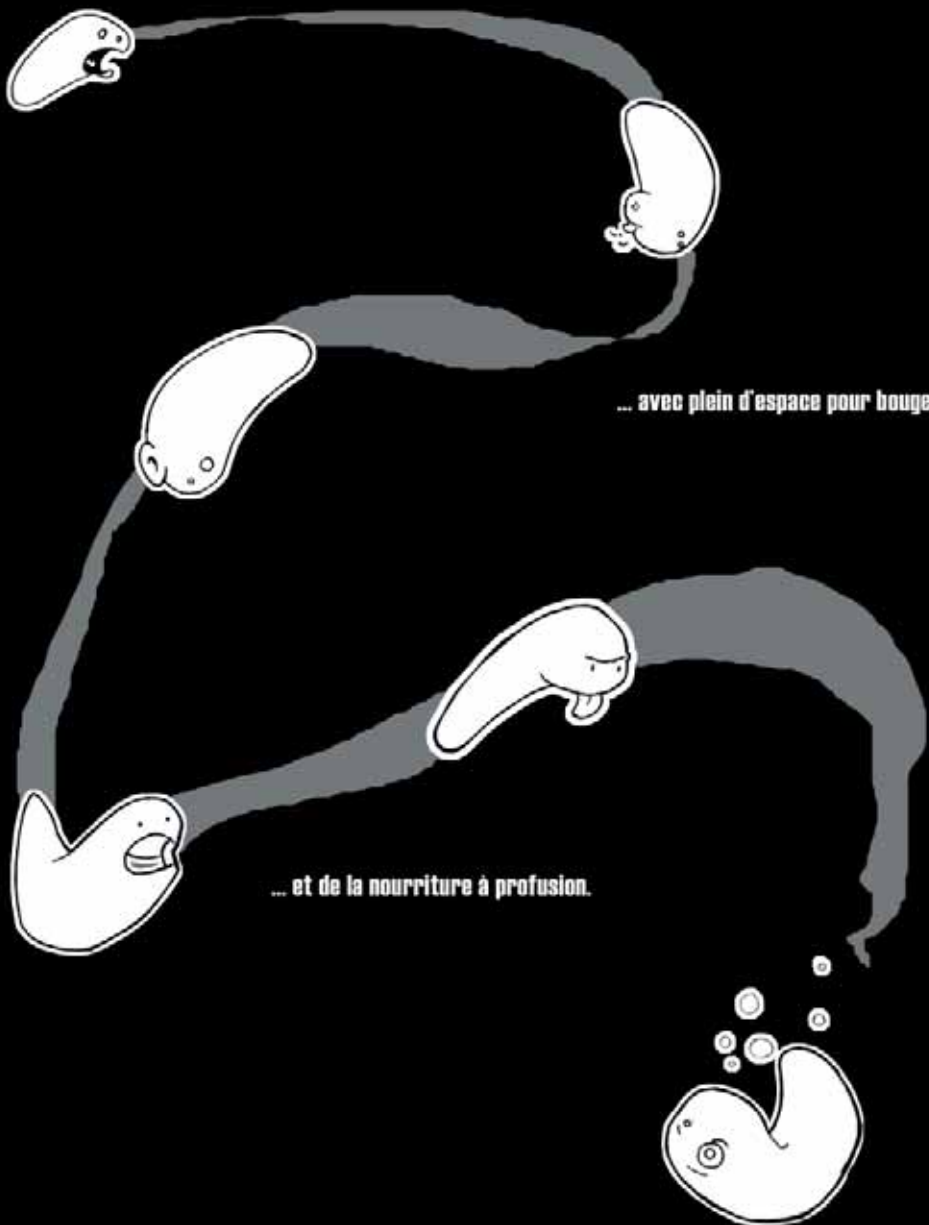
...et que je suis des cours en après-midi.







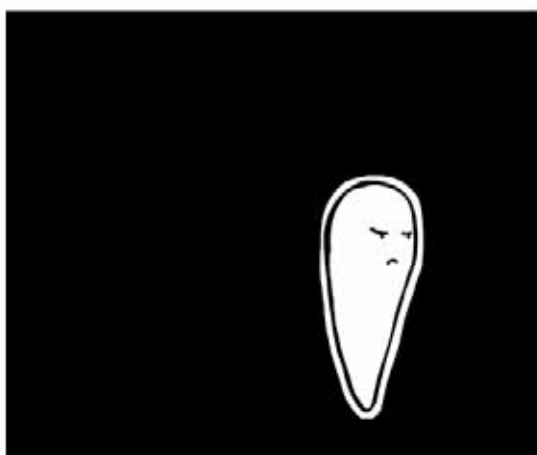
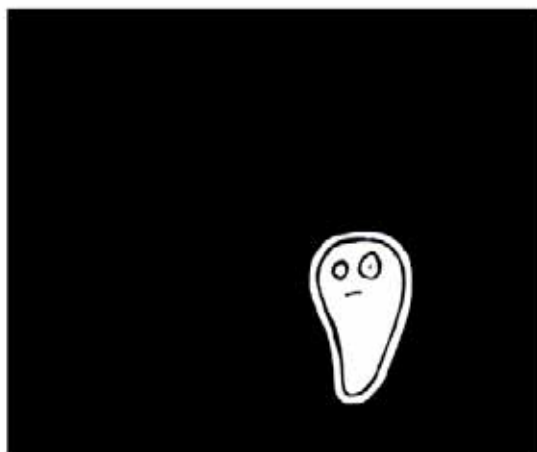
Ici, je suis bien au chaud...



... avec plein d'espace pour bouger...

... et de la nourriture à profusion.

Bref, je nage dans le bonheur !



Cependant, dans l'état actuel des choses...



... ça me semble un objectif difficile...



... car comment être citoyen quand on ne peut prendre part activement au débat ?



Pendant leur grève, les étudiants voulaient débattre, non seulement des coupures de 103 millions...



...mais aussi défendre sur la place publique des principes de solidarité sociale, comme...



... l'accès à l'éducation !



Un tel mouvement politique venant des jeunes
de tous les milieux ne se voit pas tous les jours...



... et quand, par milliers, ils sortent dans la
rue, c'est pour se faire écouter !



Or Charest et Fournier, en ne parlant que d'argent
ou en refusant carrément de discuter, n'ont
fait que balayer sous le tapis les vrais enjeux
des revendications étudiantes !



Taxés de radicaux, un grand nombre
d'étudiants, pourtant citoyens au même
titre que les autres...



... ont été littéralement bâillonnés !



INCROYABLE !



Nous vivons pourtant dans une société qui se dit démocratique...



... ou serait-ce donc une monarchie constitutionnelle ?



OUCH !



Et dire qu'à travers ce momentum d'un mois et demi, il n'y aura pas eu de place pour un échange véritable à cause de l'attitude paternaliste du gouvernement.



En tout cas, je crois que tous les citoyens devraient pouvoir débattre sur la place publique.

Moi, je suis pour !



Et vous ?



Marchander ou ouvrir le débat ?

Dans l'espace médiatique qu'elle occupe, la position étudiante peut donner l'apparence d'un corporatisme. L'appui massif des étudiants, même non boursiers, à la grève prouve pourtant que leurs motivations dépassent l'intérêt particulier. Nous croyons nécessaire d'en revenir à l'enjeu principal du conflit actuel, afin de quitter les ornières où le discours étudiant est le plus souvent compris et traité, et ainsi ouvrir le débat.

Le ministre de l'Éducation appelle les étudiants à déposer une offre « raisonnable » afin de pouvoir entamer les négociations. Ce faisant, le ministre s'arroge le droit de déterminer le raisonnable et le déraisonnable, c'est-à-dire de décider du cadre dans lequel le discours doit avoir lieu et ainsi de régler le débat à l'avance en lui donnant la forme d'un médiocre calcul comptable. La tactique étudiante nous paraît répondre à ce discours d'une manière intéressante et rarement vue sur notre scène politique : les 103 millions ne sont pas négociables, car la « négociation », précisément, impose au débat un cadre qui marchande les motifs véritables du conflit. Ce qui est en jeu, ce sont d'abord les principes de solidarité sociale, dont l'accessibilité à l'éducation est un exemple, mais aussi et surtout l'appropriation de l'espace politique, à l'intérieur duquel seulement nous pouvons décider de ces principes et les actualiser.

En persistant à négocier en termes de chiffres, le gouvernement veut à tout prix éviter un débat social sur ses politiques. Or, l'ampleur du mouvement étudiant et l'appui massif qu'il a reçu indiquent que nous ne voulons pas, collectivement, du genre de société vers lequel tendent les politiques du gouvernement actuel, et que nous défendons plutôt les grands principes de solidarité sociale autour desquels notre société s'articule. Dans cet ordre des choses où le ministre voudrait nous réduire, l'espace politique où nous pourrions avoir prise sur l'orientation générale de notre société ne peut même pas s'ouvrir, parce que notre réalité politique est d'emblée décidée. C'est donc le gouvernement qui fait preuve de fermeture, car il refuse d'engager un tel débat. Par le fait même, il nous prive de l'espace politique qui nous appartient comme citoyens.

Le refus de négocier autrement que d'une manière mercantile fait enfin apparaître le discours du ministre Fournier comme ce qu'il est, à savoir un discours parmi d'autres possibles. Ce refus doit alors être interprété comme un appel à réfléchir le cadre politique que le gouvernement présuppose. Les coupures budgétaires, dont les 103 millions ne sont qu'un exemple, sont le résultat de choix politiques qui affecteront bien d'autres secteurs de la société. À cet égard, rappelons au premier ministre Charest qu'il ne suffit pas de donner une raison pour qu'une position ne soit pas dogmatique. L'idée que les baisses d'impôt stimulent l'économie fait partie d'une doctrine économique qui, comme toute théorie, est contestée et contestable. Elle devient un dogme à partir du moment où on la tient pour une certitude, ce qui est précisément l'attitude du premier ministre.

La politique fiscale et budgétaire est à même de refléter notre conception partagée du bien commun. Dans le genre de société où, de fait, la majorité d'entre nous veut vivre, nous ne pouvons pas nous permettre d'abaisser les impôts. Il faut dès lors contester la manière qu'a le gouvernement d'en parler : les impôts ne sont pas d'abord un fardeau individuel, mais avant tout un instrument au service du bien commun.

Une autre certitude souvent colportée est celle voulant que l'éducation soit un choix individuel que l'individu se paye comme un investissement afin de gagner plus d'argent. Mais l'éducation n'est-elle pas aussi un choix de société que la société se paye afin de former, non seulement des travailleurs, mais aussi des citoyens qui porteront à nouveaux frais les débats de société, des artistes qui, par leurs créations, conserveront et renouvelleront notre culture, etc? Le profit social est ici beaucoup plus important que le profit individuel. Le projet heureusement avorté de réforme des cégeps était porteur d'une vision purement utilitariste de l'éducation, qui aurait conduit à priver les jeunes générations de l'héritage millénaire de leur civilisation, les privant du même coup des instruments nécessaires pour une compréhension globale du monde et pour une pratique citoyenne et démocratique éclairée.

Il est impératif que le débat actuel s'élargisse et englobe l'ensemble de la société. Isolés comme groupe d'intérêt, les étudiants se verront imposer une solution isolée, et le gouvernement finira dans les mois suivants par traiter de la même manière avec ceux qu'il considère comme des forces d'inertie, qui seront également confinés à leurs horizons particuliers. Pour élargir le débat, il faut ouvrir un horizon d'ensemble pour nos luttes respectives, créer des ponts entre les divers mouvements, ne pas sombrer dans le sectarisme. Pour ce faire, comme étudiants, sans doute faut-il quitter la position qui est la nôtre actuellement et à laquelle notre discours nous confine. Il faudrait alors s'engager autrement dans l'espace public, cette fois non en mettant à l'avant-plan un montant d'argent, frappât-il l'imagination, mais bien les principes de solidarité sociale qui sous-tendent notre lutte et qui sont partagés par ceux qui nous ont soutenus, en négociant, en tout premier lieu, l'accès à cet espace public de discussion qui tient présentement plus du club privé que de la place publique.

L'espace de discussion dont nous avons parlé n'existe pas présentement. Le mouvement étudiant, en devenant véritable mouvement social, peut en être le catalyseur. Dépassons les bornes de nos luttes individuelles, soyons créatifs, n'attendons pas le temps de nos négociations respectives, mais voyons dans le moment présent l'occasion pour parler ensemble, de manière nécessairement différenciée, mais ensemble.

Le levain pour une lutte d'amplitude est là. Nous ressentons tous une exaspération, un désir de changement. L'État québécois construit au fil des ans s'engage dans une direction qui menacera à terme notre capacité d'agir collectivement. Au projet de société formulé en 1995, on a répondu par la propagande plutôt qu'en proposant un autre projet qui aurait pu faire consensus. Le gouvernement actuel à Québec se comporte comme le libre légataire du bien commun. Depuis quelque temps, le premier ministre Charest ne répond plus aux questions qui lui sont adressées en sa présence à l'Assemblée nationale, geste extraordinaire en démocratie parlementaire et qui signifie, littéralement, qu'il ne porte plus la responsabilité de ses décisions. Les événements récents en Ukraine, au Liban, etc., ont rappelé qu'il est possible de changer collectivement le cours des choses. Nous invitons tous ceux qui se sentent interpellés par le mouvement à se l'approprier afin d'en faire, véritablement, *notre* mouvement. En sortant dans la rue s'il le faut, parce que c'est encore là que ça marche!

Nicolas Beaudoin, Jean-François Mongrain
Étudiants à la maîtrise en philosophie, Université de Montréal

LA NAISSANCE D'UNE NATION

Une histoire semi-autobiographique sur la grève étudiante de 2005. Malgré son titre pompeux, il s'agit peut-être d'une « naissance » à la vie politique pour plusieurs d'entre nous.

Le texte en postface a été cosigné par un ami à la fin mars, date à laquelle il a été envoyé au journal Le Devoir, sans toutefois être publié. L'argumentation de cette lettre manifeste expliquait dans une structure claire ce que je ne faisais que pressentir ou balbutier maladroitement.

On comprendra qu'au beau milieu des événements, un immense pouvoir de changer les choses s'offrait, non seulement aux étudiants, mais aussi à l'ensemble de la société québécoise. C'est ce désir de changement qui a poussé les étudiants dans la rue, et c'est aussi ce qui m'a poussé à vouloir exprimer mon propre point de vue sur la situation.

Oui, les 103 millions ont été à peu près récupérés, mais c'est à peu près tout. Ce n'est qu'après coup qu'on se rend compte que des décisions de société sont prises par une poignée d'individus qui, sous prétexte d'un « mandat clair », imposent leur point de vue et leur façon de faire.

Les étudiants ont tenté de réagir face à cet état de fait, mais il semble que dans notre démocratie, prendre la parole en tant que citoyen semble relever de l'utopie.

DOMINIC PELLETIER

Finissant en dessin animé, prof de français et futur papa, il songe sérieusement à passer dans les ligues majeures de la bande dessinée, même s'il sait qu'il a encore des croûtes à manger avant d'y arriver !

Aux influences évidentes d'auteurs comme Jimmy Beaulieu et Lewis Trondheim, s'ajoutent plus subtilement Christophe Blain, Michel Rabagliati, Winshluss, Robert Crumb et Manu Larcenet. Avec eux, la narration en bande dessinée prend une dimension encore jamais vue, qui me séduit et m'inspire tout à la fois.

Merci à Bernard Turcotte, Nicolas Beaudoin, Hieu Ly, Frédéric Blain et tous les autres, merci de partager vos idées avec moi. D'ailleurs, vous en reconnaîtrez sans doute quelques-unes au passage.

Merci à ma mère, à mon père et à Jules, mon frère.

Et, pour tout le reste, merci à Dominique Martel.



MINI
12